



Comité économique et social européen

## Déclaration du CESE au Conseil européen de printemps

### **La croissance et la cohésion sociale vont de pair et doivent faire partie intégrante de la future gouvernance européenne**

Compte tenu de la stratégie Europe 2020 et de son nouvel objectif de croissance inclusive, de son objectif de réduire d'au moins 20 millions le nombre de personnes vivant dans la pauvreté d'ici 2020, de son initiative phare "Plateforme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale" et de la nouvelle ligne directrice 10 relative à la pauvreté et à l'exclusion sociale, et à la lumière du rapport sur l'état d'avancement de la stratégie Europe 2020 qui affirme que **la croissance ne peut être durable que si ses bénéficiaires profitent à toutes les composantes de la société** et que **la croissance et la cohésion sociale vont de pair**, le CESE appelle le Conseil à garantir:

- qu'une approche cohérente de la politique économique et sociale contribue à l'éradication de la pauvreté;
- que toute mesure proposée pour réduire les déficits publics n'ait pas d'incidence disproportionnée sur les populations les plus pauvres en réduisant les salaires et les allocations et en restreignant l'accès aux services publics essentiels comme la santé, l'éducation et le logement;
- qu'il soit dûment tenu compte du coût économique et social d'un renforcement des inégalités et d'une exclusion sociale frappant les plus pauvres et les plus vulnérables de notre société;
- qu'une attention suffisante soit accordée aux avantages économiques et sociaux à retirer d'un investissement dans les services publics, les systèmes de protection sociale et les marchés du travail inclusifs en vue de favoriser la cohésion sociale.

Depuis que les chefs d'État et de gouvernement ont pris l'engagement de réduire d'au moins 20 millions le nombre de personnes vivant dans la pauvreté, la lutte contre ce fléau est au cœur de l'agenda de l'UE pour la croissance en matière d'économie, d'emploi et de société. Toutefois, la Commission reconnaît que ce sont surtout les plus vulnérables de notre société qui ont supporté l'impact de la crise économique. Selon la communication sur la Plateforme contre la pauvreté, les plus touchés sont les chômeurs, les personnes percevant de faibles salaires, les enfants, les jeunes et ceux souffrant d'un grave dénuement matériel, quels que soient leur âge ou la communauté à laquelle ils appartiennent.

Dans son avis intitulé *Examen annuel de la croissance*, le Comité regrette qu'au cours de ce premier examen annuel de la croissance, la Commission européenne n'ait pas saisi l'occasion de poursuivre dans l'esprit de la stratégie Europe 2020 consistant à cibler directement la croissance intelligente, durable et inclusive, mais qu'elle ait mis au contraire l'accent sur l'assainissement budgétaire au sens restreint du terme.

Le CESE estime que la stratégie Europe 2020 doit maintenir un équilibre entre la croissance économique et l'agenda social, et que les systèmes de sécurité sociale sont essentiels dans la mesure où ils représentent des stabilisateurs socioéconomiques automatiques qui contribuent à soutenir le développement et la productivité, à atténuer la pauvreté et à promouvoir la cohésion économique et sociale, conditions indispensables si l'on veut s'assurer le soutien des citoyens au projet européen.

**Contact:**



**Comité économique et social européen**

Maureen O'Neill, membre du CESE et rapporteure pour l'avis du CESE intitulé *Plateforme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, [maureenponeill@yahoo.co.uk](mailto:maureenponeill@yahoo.co.uk)

Contexte:

- L'avis du CESE sur la communication de la Commission intitulée *Examen annuel de la croissance – Avancer dans la réponse globale apportée par l'Union européenne à la crise - COM(2011) 11* - a été adopté à une écrasante majorité lors de la session plénière du Comité, le 15 mars 2011; cet avis vise à apporter une contribution au débat qui aura lieu lors du prochain Conseil européen de printemps. Le Comité souligne la nécessité d'accorder une attention beaucoup plus importante aux moteurs de la croissance qui permettront aux États membres d'assainir leur budget tout en poursuivant sur la voie d'une croissance durable. L'avis présente des propositions précises pour répondre aux dix points mis en avant par la Commission européenne, et le Comité espère orienter les débats sur les véritables enjeux de la stratégie Europe 2020.
- Les messages-clé du [rapport de l'EAPN](#) (Réseau européen anti-pauvreté) sur *l'impact social de la crise et des politiques de relance en 2010*, publié en février 2011, sont les suivants:
  - L'impact social de la crise est systématiquement sous-estimé et s'aggrave réellement, les mesures d'austérité des gouvernements touchant particulièrement les personnes pauvres et compromettant une reprise durable.
  - Les ONG sont fortement affaiblies et leur apport essentiel à la société est en jeu.
  - La crise n'était pas inévitable; elle résulte d'une tendance à la déréglementation et à l'accroissement des inégalités, et non pas des dépenses du secteur public.
  - Il est possible de trouver une autre voie, plus équitable, vers la prospérité pour tous.
  - L'UE doit restaurer les valeurs centrales du projet européen, et utiliser la stratégie Europe 2020 pour piloter une vision sociale durable et ambitieuse.